



Le référendum sur Schengen inquiète les hôteliers

Malgré quantité de défis, le secteur du tourisme suisse s'est consolidé en 2018: les nuitées ont progressé de 5,2%. Les touristes asiatiques ont fortement contribué à ce résultat. Dès lors, la votation sur la révision partielle de la loi sur les armes inquiète les hôteliers suisses. En cas de refus, la Suisse cesserait d'être associée à l'accord de Schengen qui règle entre autres les visas.

Depuis le cœur des Alpes jusque dans les villes suisses, les hôteliers et chefs renommés respirent. Les indicateurs du tourisme sont au vert après plusieurs années difficiles, en raison du choc monétaire lié au franc fort. **D'après hotelleriesuisse**, les nuitées ont progressé de 5,2% en 2018. Lors de la conférence de presse annuelle de la Fédération suisse du tourisme (FST), l'organisation a déclaré que cela s'explique avant tout par l'augmentation des touristes chinois et indiens – et donc par un recul des clients européens. Alors que la fréquentation de ces derniers a reculé de 46% entre 2008 et 2017, celle des clients venus de pays lointains a augmenté de 150% pendant la même période. Il n'est donc pas étonnant que le référendum contre Schengen inquiète la branche du tourisme suisse.

LE VISA SCHENGEN GÉNÈRE JUSQU'À 500 MILLIONS DE FRANCS DE RECETTES

Le 19 mai prochain, les Suissesses et les Suisses ne se prononceront donc pas seulement sur une révision partielle de la loi sur les armes, mais aussi sur la

participation de notre pays aux accords de Schengen et Dublin. En effet, en cas de refus de l'adaptation de la loi sur les armes, la Suisse cessera automatiquement de participer aux accords concernés six mois plus tard. Ni l'UE ni la Suisse ne doivent pour cela résilier les accords (cf. art. 7 de l'[accord](#)). Le tourisme serait fortement affecté. En cas de disparition de ces accords, les formalités des ressortissants de pays lointains pour obtenir un visa seraient bien plus compliquées. Le tourisme suisse pourrait voir ses recettes reculer d'un demi-milliard de francs par an, [selon hotelleriesuisse](#). Ce serait, à coup sûr, un coup dur pour cette branche qui contribue à hauteur de 2,6% à la création de valeur suisse et représente 5% des emplois.

LE CONSEIL FEDERAL MET EN GARDE CONTRE DES COÛTS SUPPLEMENTAIRES DANS D'AUTRES SECTEURS DE L'ECONOMIE

La disparition de l'accord de Schengen affecterait le tourisme, mais également d'autres secteurs économiques. [economiesuisse](#) explique cela dans un [dossierpolitique](#). D'après les calculs d'économistes indépendants d'[Ecoplan](#), sans Schengen, le produit intérieur brut de la Suisse pourrait être inférieur de 3,7% en 2030. Quant au gain sécuritaire, il a été chiffré à jusqu'à un demi-milliard de francs par an. Comme l'accord de Schengen est lié à celui de Dublin, il faudrait aussi s'attendre à des coûts supplémentaires importants dans le domaine de l'asile. En vertu de l'accord de Dublin, une demande d'asile peut être déposée dans un seul pays. En cas de sortie de cet accord, la Suisse devrait donc s'attendre à une forte hausse des deuxièmes demandes – et, selon le Conseil fédéral, à des coûts supplémentaires de l'ordre d'un milliard de francs.

UN OUI LE 19 MAI EST DANS L'INTERET DE LA SUISSE DANS SON ENSEMBLE

Aux yeux d'[economiesuisse](#), la situation est claire: Les adaptations mineures de la loi sur les armes sont proportionnées et la participation à Schengen est primordiale pour l'économie. Un oui à la révision partielle de la loi sur les armes est donc dans l'intérêt de toute la Suisse.

SOUTENEZ LA CAMPAGNE DU OUI

Inscrivez-vous en tant que soutien et restez informés:

securite-oui.ch